

DÉMOCRATIE SOCIALISTE



Organe du Parti socialiste, sections des Montagnes neuchâteloises, distribué gratuitement dans tous les ménages. CCP 23-4466

L'initiative xénophobe : un cadeau empoisonné

Un peu d'histoire

Oui, c'est vrai, il y a un problème des étrangers en Suisse. Mais c'est un problème de la Suisse et des Suisses.

Oui, c'est vrai, il y a proportionnellement plus d'étrangers en Suisse que dans n'importe quel autre pays d'Europe. Mais la Suisse et les Suisses jouissent d'un des niveaux de vie les plus élevés du monde.

Oui, c'est vrai, il n'y a pas toujours eu autant d'étrangers chez nous. Mais avant que la Suisse ait fait appel à la main-d'œuvre étrangère, il y a un siècle, les salariés travaillaient entre quatorze et seize heures par jour. Et lorsque, pendant la grande crise, l'appareil de production a connu des ratés, il n'y avait certes plus beaucoup d'étrangers en Suisse, mais il y avait cent mille chômeurs suisses.

Depuis, la machine de l'économie suisse s'est remise en marche. Le revenu réel des ouvriers est actuellement deux fois et demie supérieur à ce qu'il était du temps de la guerre, et la production a crû en moyenne de 4,6 % par an. Mais il n'y a pas de miracle en économie. La machine n'a pu se remettre en marche que parce que le nombre des travailleurs a crû en bonne partie grâce à l'immigration et que la productivité de tous les travailleurs, suisses ou étrangers, n'a cessé d'augmenter.

Aujourd'hui, cette croissance s'es-souffle. Elle s'est faite trop vite. Comme nous vivons dans un système d'économie capitaliste et libérale, elle s'est faite dans l'anarchie, en suivant la seule loi du profit. Pour fabriquer une prospérité qui n'a pas corrigé les inégalités sociales, on a importé par centaines de milliers des travailleurs étrangers, comme s'il ne s'agissait que de machines. Puis on a beaucoup produit, beaucoup construit, dans l'euphorie et à la petite semaine, sans imaginer qu'en construisant et en produisant à ce rythme on ravageait le sol, on polluait l'eau et l'air, on épuisait l'énergie, on jouait avec l'inflation. Et tout ce qu'on n'avait pas imaginé s'est produit tout de même, pour retomber, comme toujours, sur les épaules des travailleurs; des travailleurs suisses comme des travailleurs étrangers.

A qui la faute?

L'Action nationale ne se donne pas la peine de réfléchir. Elle nous dit : « C'est la faute aux étrangers ! » Elle ne dit pas que, comme dans tous les autres pays avancés d'Occident, il fallait de la main-d'œuvre étrangère pour gagner la bataille du développement et pour permettre aux travailleurs de toucher quelques miettes d'une prospérité, dont les beaux et gros morceaux nourrissaient ceux qui faisaient venir des travailleurs étrangers, plus faciles encore à exploiter que les travailleurs suisses. L'Action nationale ne le dit pas, parce qu'une Suisse plus sociale et plus juste ne l'a jamais intéressée, et qu'elle s'oppose régulièrement, au Parlement fédéral, aux initiatives des socialistes et des syndicalistes, qui combattent justement pour une Suisse plus juste et plus sociale. Elle tourne ses yeux vers le passé, vers l'extrême droite du passé, comme si on pouvait revenir au passé, et comme si on avait envie de retrouver cette extrême droite qu'une guerre sanglante a éliminée. A un pays aujourd'hui développé, l'Action nationale propose non une meilleure répartition des fruits du travail entre les travailleurs, mais l'aventure et l'insécurité.

Un cadeau empoisonné

On ne construit pas l'avenir en se tournant vers le passé. Chasser 540 000 travailleurs de Suisse, ce n'est pas revenir à un bon vieux temps qui n'existe qu'en imagination. C'est détraquer immédiatement le présent et l'avenir du pays. Nos usines sont maintenant là, nombreuses et équipées de machines. Tourneront-elles, ces machines, quand il n'y aura plus d'hommes pour les faire tourner ? Les usines les moins solides fermeront; de nombreux commerces, faute de clients, feront faillite; les administrations, les bureaux se videront d'un personnel devenu inutile; les surplus de lait iront à l'égoût. Et vous, vous irez peut-être chercher du travail là où il y en aura; vous remplacerez les étrangers dans les postes de travail que vous avez préféré leur abandonner ! Les communes et les cantons verront leurs recettes diminuer plus que leurs dépenses: vous paierez plus d'impôts ! L'AVS per-

dra huit cents millions de cotisations par année, dont elle ne reversait en 1974 qu'un huitième aux étrangers, pour la bonne raison qu'ils représentent chez nous des forces productives et jeunes: vous paierez plus de cotisations — à moins que vous préféreriez qu'on baisse les rentes. Est-ce bien ça que vous voulez ?

Ce que veulent les socialistes

Ce n'est en tout cas pas ça que veulent les socialistes, qui pourtant, depuis longtemps, avec les syndicalistes, ont mis en garde un Conseil fédéral trop peu indépendant des milieux dirigeants de l'économie. Voilà longtemps qu'ils ont demandé une politique rationnelle de la croissance, qui limite l'immigration au strict nécessaire, tout en l'accompagnant de mesures d'intégration compatibles avec la dignité humaine. Le Conseil fédéral a compris un peu tard. Mais les mesures qu'il a mises en œuvre commencent à porter des fruits sans nuire à l'équilibre économique du pays et sans ternir son image pour le monde entier: les étrangers qui s'en retournent chez eux ne sont presque pas remplacés. Les socialistes veilleront à ce que le Conseil fédéral poursuive dans la voie où il s'est engagé. Elle est la seule acceptable sur le plan humain, sur le plan social et sur le plan économique, pour les démocrates et pour les socialistes.

Encore une seconde de réflexion, avant de voter NON à l'initiative de l'Action nationale: est-ce que vous vous êtes jamais demandé pourquoi les cantons les plus pauvres de la Suisse primitive ont voté le plus massivement en faveur de l'initiative Schwarzenbach ? Peut-être parce qu'ils comptaient la plus forte proportion de population étrangère ? Non, au contraire, elle était la plus faible ! Il ne reste plus qu'à penser que c'était parce qu'ils étaient les plus pauvres, et qu'abandonnés de la prospérité il ne leur est resté que ce moyen de dire qu'ils étaient déçus: le plus mauvais moyen, celui qui aurait rendu pauvre tout le monde ! Aujourd'hui, c'est à vous de choisir, encore une fois. Choisissez juste, défendez nos principes démocratiques, votez NON !

A propos
de la surpopulation étrangère

Une « bonne histoire » que racontait
Fernand Reynaud

« J'suis pas
un imbécile... »

Moi... moi, j'aime pas les étrangers. Non!... parce qu'ils viennent manger le pain des Français. Ouais! J'aime pas les étrangers... c'est vrai, c'est comme ça, c'est physique!... et c'est curieux parce que, comme profession, j'suis douanier. On devrait être aimable et gentil avec les étrangers qui arrivent. Mais, moi, j'aime pas les étrangers, ils viennent manger le pain des Français... et j'suis pas un imbécile puisque j'suis douanier. J'peux... j'peux... j'peux porter, j'peux écrire ce que j'veux sur du papier, j'aurai jamais tort. J'ai le bouclier de la loi puisque j'suis douanier... j'peux porter plainte contre n'importe qui, j'suis sûr de gagner en justice. J'suis pas un imbécile, j'suis Français, moi, ouais! Et j'suis fier d'être Français. Mon nom? Moi j'm'appelle Koulatiersvenski du côté de ma mère et Piazano-Boditi du côté d'un copain à mon père.

Dans le village où j'habite, on a un étranger. On l'appelle pas par son nom, on dit: « Tiens, v'là l'étranger qui arrive! » Sa femme arrive, on dit: « V'là l'étrangère! » Souvent, j'lui dis: « Fous le camp! pourquoi qu'tu viens manger le pain des Français? » Alors, une fois, au café, il m'a pris à part, vu qu'j'ai pas voulu trinquer avec lui, un étranger. Dites donc, j'veux pas me mélanger avec n'importe qui!... parce que moi... j'suis pas un imbécile, puisque j'suis douanier. Il m'a dit: « Pourtant, je suis un être humain, comme tous les êtres humains. » Evidemment, il est bête alors c'lui-ci! « J'ai un cœur, une âme comme tout le monde. » Evidemment! pourquoi, comment se fait-il qu'il puisse dire des bêtises pareilles? Enfin, du haut de ma grandeur, j'ai quand même écouté, c't un... c't idiot. l'm dit: « J'ai un cœur, une âme, non! Est-ce que vous connaissez une race, vous, où une mère aime davantage ou moins bien son enfant qu'une autre race? Nous sommes tous égaux. » Là, j'ai rien compris de ce qu'il voulait dire, et pourtant j'suis pas un imbécile puisque j'suis douanier!... Fous le camp, tu viens manger le pain des Français!

Alors, un jour, il nous a dit: « J'en ai ras le bol d' vous, de vos Français, d' votre pays, d' votre pain, j' m'en vais! » Va-t-en! Alors il a pris sa femme, ses enfants, il est monté sur un gros bateau, il a été loin au-delà des mers... Et depuis ce jour-là, ben, on mange plus de pain... Il était boulangier!

Cette histoire qu'un Français racontait aux Français a fait bien rire les Suisses... Ben voyons!

Quatre élus soc

LA DÉMOCRATIE, il n'y a pas de doute, est actuellement en danger. Elle est exposée à tous les coups, à tous les abus, lorsque les égoïsmes exacerbés prennent le dessus. On peut se demander même si ses jours ne sont pas comptés et si des gens gavés de biens matériels plus que de bonheur ne sont pas prêts à toutes les bassesses pour écarter ceux qui les gênent. La démocratie est difficile à maintenir, car elle postule la liberté, certes, mais aussi des obligations de solidarité, de tolérance, de mutualité.

Au Conseil national, j'ai contribué activement à l'édification de notre système de sécurité sociale. Mais rien n'est parfait; il faut souvent sur le métier remettre l'ouvrage.

Si, le 8 décembre, le peuple accepte l'initiative socialiste pour une meilleure assurance maladie comme complément à l'AVS, l'essentiel sera fait.

Mais si, le 20 octobre, il décide le renvoi brutal, en trois ans, de plus de 500 000 étrangers en acceptant l'initiative de l'Action nationale, alors il infligera à cet édifice péniblement construit une blessure extrêmement grave. Il a été calculé que pour en maintenir l'équilibre les cotisations des salariés restants devraient alors être majorées de 7% environ ou les prestations réduites d'autant. Dans ce cas, aucune des promesses faites aux salariés modestes ne pourrait être tenue. Actuellement déjà, l'application des nouvelles mesures fédérales en matière de stabilisation de la population étrangère pose aux responsables des services des problèmes insolubles. C'est le cas pour les hôpitaux, notamment. Aveuglés par leur nationalisme, les auteurs de l'initiative proposent au peuple suisse un véritable suicide social.

RÉMY SCHLAEPPEY
conseiller d'Etat et
conseiller national

NOUS SOMMES les prolétaires qui n'avons pas peur pour la dignité et pour la fraternelle. Tous ces acquiescements si nos milieux populaires nationaux.

Comme chef du Département du surplus, je suis épouvanté par les possibilités d'une acceptation que nous avons conquis de concessions sociales et en améliorant la vie serait remis en cause. U

Quelques données de xénophobie notoire

... L'augmentation de la production sans investissement et sans entraîner une croissance sociale...

A quoi servent donc les déclarations, si nos chefs et dirigeants ne permettent pas de laisser paralyser dans un vocabulaire emprunté à l'idéologie internationaliste marxiste.

En 1928, Salazar devint président du Conseil et qui en avait besoin, un grâce à laquelle le Portugal de ses épreuves. Il ne fut soulèvements africains connus a connu depuis 1926 v quarante-huit ans, une en Europe. A tout prendre sentir pour ce prix-là dans le domaine de la li

**Initiative
de l'Action nationale
= départ d'un train
de 500 étrangers
tous les jours
pendant trois ans**

**Depuis 1969:
stabilisation du nombre
des travailleurs
étrangers**

Effectif des travailleurs étrangers au bénéfice d'une autorisation de séjour annuelle ou d'une autorisation d'établissement (1969-1972)

Année (fin)	Au bénéfice d'une autorisation de séjour annuelle	Au bénéfice d'une autorisation d'établissement	Total
1969	445 000	158 000	603 000
1970	410 000	183 000	593 000
1971	370 000	217 000	587 000
1972	342 000	254 000	596 000

Les mouvements xénophobes

- contre l'initiative socialiste
- contre l'impôt sur le revenu
- pour une augmentation des cotisations sociales (« Peuple suisse », 1974);
- contre l'aide au tiers
- contre l'initiative de l'Action nationale
- pour l'augmentation des cotisations sociales (postulat Bräm au Conseil national, 1972).

Socialistes: quatre fois NON

Les fils et les petits-fils des vaincus ont lutté pour une société un peu plus humaine qui seraient remis en question par l'Action nationale.

Le département de l'industrie, au premier rang devant les conséquences de l'initiative. Tout ce qui a été accompli depuis vingt ans en matière d'amélioration des conditions de travail. Une crise serait inévitable.

RENÉ MEYLAN
conseiller d'Etat

déclarations globales

Les heures de travail augmentent, ce qui entraîne une augmentation des investissements nouveaux et une augmentation des frais.

J. Fischer

Notre armée, nos militaires et nos parlementaires se basent sur leurs décisions par un retour au christianisme par les socialistes anarchistes ?

G. Breny

Quand il fut ministre des Finances, le conseil et imposa au pays, une dictature financière, le Portugal se remit peu à peu à l'ordre. Il faut pas oublier que, les Portugais mis à part, le Portugal a connu une paix intérieure de longue durée. Une chance presque unique. Pour rendre, on peut bien compter sur quelques sacrifices en matière de liberté politique.

C. Desfayes

Arguments qui sont :

1. La participation;
2. La richesse;
3. La limitation des dépenses militaires et Patrie, avril-mai 1971;
4. Le monde;
5. Le de Munchenstein;
6. La limitation des heures de travail au Conseil national, 27 novembre 1971.

S'IL EST POSSIBLE d'imaginer que la rationalisation, le contrôle, l'autodiscipline peuvent pallier le manque de main-d'œuvre qu'entraînerait l'acceptation de l'initiative xénophobe de l'Action nationale, cela ne peut être vrai que dans certains cas particuliers.

Il est pourtant nécessaire de jeter un regard au-delà de son atelier ou de son bureau. Immédiatement, on comprendra que le morceau de laiton qui constitue une pièce de montre a été fabriqué ailleurs, et que c'est encore une autre entreprise qui l'a fondue.

Plus on descend la chaîne du produit, plus on rencontrera de main-d'œuvre étrangère et plus on prendra conscience de ce qui se passerait si celle-ci était brutalement renvoyée.

L'économie d'aujourd'hui et l'industrie ne forment qu'un tout, dont les entreprises individuelles ne sont que les facettes. L'interpénétration des entreprises est de plus en plus profonde et l'étranger y est étroitement mêlé. N'oublions pas non plus que nous ne possédons pratiquement pas de matières premières en Suisse, nous les acquérons de l'étranger et sans elles notre industrie disparaît. N'oublions pas non plus que le travail dont nous vivons aboutit à des produits que nous devons vendre à l'étranger et que certains pays concurrents ne demanderaient sans doute pas mieux que de s'emparer de nos marchés internationaux.

Il n'y aura pas de petits effets, ni de petits ennuis si le peuple acceptait l'initiative xénophobe le 20 octobre prochain !

RENÉ FELBER
conseiller national et
président de la ville du Locle

Pourquoi l'AVS serait-elle en difficulté si l'initiative de l'Action nationale était acceptée ?

65 % des étrangers résidant en Suisse appartiennent à la population active, mais seulement 45 % des citoyens suisses.

La différence entre le pourcentage de Suisses actifs et celui des étrangers est due au fait que les étrangers résidant dans notre pays sont en moyenne plus jeunes que la population suisse. Renvoyer 540 000 étrangers reviendrait à augmenter la moyenne d'âge de la population suisse.

Comme ce sont les personnes actives qui, dans le système AVS, paient pour celles qui sont à la retraite, accepter l'initiative de l'Action nationale reviendrait à diminuer le nombre des travailleurs par rapport à celui des retraités.

Il y aurait moins de travailleurs pour payer les retraites.

Il faudrait donc :

- ou bien augmenter les cotisations;
- ou bien diminuer les retraites.

Ne vaudrait-il pas mieux voter NON à l'initiative de l'Action nationale ?

SAVEZ-VOUS que 70 % des ouvriers et des employés occupés en Suisse dans l'industrie travaillent dans des entreprises de moins de cinq cents personnes, dont 50 % dans des entreprises de moins de deux cents personnes ?

Ces chiffres révèlent bien l'extrême fragilité de notre industrie suisse, laquelle relève plus de l'« artisanat industriel » que des grands agglomérats. Il est exclu que ces entreprises, de taille dérisoire en regard de celle, par exemple, des grandes multinationales, aient les moyens financiers de se « rationaliser » et de s'« automatiser », comme le préconisent les promoteurs de l'initiative, après avoir chassé de Suisse quelque 500 000 travailleurs étrangers actifs.

Savez-vous que, pour compenser les problèmes de main-d'œuvre, ces mêmes promoteurs prévoient de « transférer à l'étranger » certains centres de fabrication ? Certes, les grandes entreprises étrangères implantées en Suisse se replieront sur d'autres régions européennes, qui seront très heureuses de les accueillir. Mais ce repli contraindra de nombreux ouvriers et employés suisses soit à l'exil forcé, soit au chômage.

Quant aux entreprises suisses, à l'exception de quelques rares firmes bien implantées à l'étranger (telles que Nestlé), cette perspective de transfert à l'étranger est absolument impensable. Subissant de plein fouet le choc d'une réduction massive de main-d'œuvre, toutes les petites et moyennes entreprises suisses se débattront dans des difficultés financières insurmontables, qu'aggravera encore la fuite des capitaux à l'étranger (que ne manquerait pas de provoquer le succès de l'initiative). Ces entreprises, incapables de se transférer à l'étranger, seront contraintes de réduire leur production et, conséquence évidente, d'en augmenter le prix pour la plus grande joie de la concurrence étrangère.

Je peux affirmer que l'initiative de l'Action nationale est suicidaire et que son acceptation par le peuple, le 20 octobre, provoquerait inéluctablement la fermeture ou la faillite de très nombreuses entreprises et réduirait des milliers de travailleurs suisses au chômage.

Puisse cette dramatique réalité être comprise par les intéressés !

PIERRE AUBERT
conseiller aux Etats

Initiative de l'Action nationale = départ de 540 000 étrangers en trois ans

dont 460 000 environ au bénéfice d'un permis de séjour annuel

et 80 000 environ au bénéfice d'un permis d'établissement, c'est-à-dire résidant en Suisse depuis plus de dix ans dans la plupart des cas.

Les deux plateaux de la balance

Un million d'étrangers en Suisse...

cela fait

Un million de personnes
à **loger**

MAIS AUSSI

des centaines de milliers de logements neufs construits en Suisse grâce aux travailleurs étrangers et dont profite l'ensemble de notre population.

Un million de personnes
à **nourrir**

MAIS AUSSI

des dizaines de milliers d'ouvriers agricoles étrangers sans lesquels l'agriculture suisse, dont nous tirons une part importante de notre subsistance, ne pourrait survivre.

Un million de personnes
à **assurer**

MAIS AUSSI

des millions de francs de cotisations pour l'AVS, l'AI, l'assurance accidents et l'assurance maladie sans lesquels tout l'édifice de notre sécurité sociale s'écroulerait.

Des enfants à **instruire**
des malades à **soigner**

MAIS AUSSI

des milliers d'enseignants, de médecins, d'infirmières, d'aides-soignantes et de femmes de chambre sans lesquels nos écoles et nos hôpitaux ne pourraient plus fonctionner.

Un million de personnes
venues d'ailleurs

MAIS AUSSI

un million d'hommes, de femmes et d'enfants qui vivent parmi nous, qui sont nos voisins, nos employés, nos clients, nos camarades de travail et, pourquoi pas, nos amis.

Comme on aime à le dire chez nous:

On ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre!

Il est vrai qu'un nombre trop élevé d'étrangers en Suisse présente des inconvénients très sérieux. C'est pourquoi les socialistes mettent en garde, depuis longtemps, les autorités fédérales contre les dangers d'une immigration excessive de travailleurs étrangers dans notre pays. C'est pourquoi les socialistes appellent la politique de stabilisation enfin entreprise par le Conseil fédéral, qui aboutira bientôt à une **réduction du nombre des étrangers en Suisse**.

Mais prenons garde d'oublier que l'immense majorité de ces étrangers sont **des travailleurs dans la force de l'âge** qui contribuent pour une large part à la prospérité de notre pays.

Faut-il les chasser comme des voleurs pour les récompenser d'avoir augmenté notre richesse ?

Faut-il les condamner au chômage pour les remercier d'avoir accepté, depuis des années, les travaux les

plus dangereux, les plus rebutants et, souvent, les plus mal payés ?

C'est pourtant ce que voudrait l'initiative de l'Action nationale !

Travailleuses et travailleurs suisses, accepterez-vous cela ?

Pesez bien **les deux plateaux de la balance** avant de voter les 19 et 20 octobre.

Avec les socialistes:

dites

NON

à l'initiative inhumaine
de l'Action nationale !
